



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2020- 136

en date du 06 AOUT 2020

mettant en demeure la société REMONDIS France de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de FOLSCHVILLER en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement

**LE PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les Livres I et V du Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8 I et son article R.515-71 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

VU l'arrêté DCL n° 2019-A-49 du 30 décembre 2019 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015 autorisant la société REMONDIS France dont le siège social est situé ZAC les Vallées à AMBLAINVILLE (60110) à exploiter une installation de transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune de FOLSCHVILLER, Parc d'activité du Fürst ;

VU le rapport du 23 juin 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées ;

VU le courrier du 23 juin 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées informant l'exploitant du site REMONDIS de FOLSCHVILLER de la mise en demeure envisagée à son encontre et lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;

VU le courrier du 02 juillet 2020 de la société REMONDIS France présentant ses observations sur le projet d'arrêté susmentionné ;

VU les courriels des 21 et 23 juillet 2020 de la société REMONDIS France présentant les mesures compensatoires existantes sur le site permettant de confiner les eaux incendie sur la voirie interne de l'établissement ;

VU le rapport du 31 juillet 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées ;

CONSIDÉRANT que la société REMONDIS France exploite sur le site de FOLSCHVILLER des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que, dans son courrier du 02 décembre 2019 faisant suite au contrôle de l'Inspection des Installations Classées du 11 octobre 2019, l'exploitant a estimé la capacité de rétention nécessaire au confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie sur ses installations à un volume de 318 m³ ;

CONSIDÉRANT que, d'après les calculs de l'exploitant, la rétention formée par l'entrepôt de stockage permet de confiner un volume d'eau incendie de 168 m³ et que, de ce fait, l'exploitant estime qu'une capacité additionnelle d'un volume de 150 m³ est nécessaire pour assurer la rétention des eaux incendie de l'établissement dans sa configuration actuelle ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 09 juin 2020 l'Inspection des Installations Classées a constaté que cette capacité complémentaire de rétention de 150 m³ n'était pas en place ;

CONSIDÉRANT que de ce fait les dispositions de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015 ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement : *"Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine."* ;

CONSIDÉRANT que les éléments techniques apportés par l'exploitant dans son courrier de réponse du 02 juillet 2020 et dans ses courriels des 21 et 23 juillet 2020 ne permettent pas d'attester de l'efficacité des mesures compensatoires existantes pour assurer le volume complémentaire nécessaire de rétention des eaux incendie (150 m³)

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

Article 1er :

La société REMONDIS France est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à FOLSCHVILLER, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 4.3.12 de son arrêté préfectoral d'autorisation n°2015-DLP/BUPE-85 du 26 janvier 2015 en mettant en place un dispositif de rétention des eaux incendie additionnel d'un volume minimal de 150 m³.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

En vertu de l'article L171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

« Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. »

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société REMONDIS dont une copie est également transmise, pour information, à Madame le Sous-Préfet de FORBACH-BOULAY-MOSELLE et au maire de FOLSCHVILLER.

Fait à Metz, le 06 AOÛT 2020

Le Préfet
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU

